



Y'a pas de sujet !



**Tempo, OpenMédia, réaménagement des BIP...
le stress augmente chez les salarié·es... et pourtant, côté direction la réponse de tous les intervenants est unanime « ça n'est pas un sujet » !**

Le Directeur du réseau, **Philippe Martinetti**, ouvre ce CSE de mai en condamnant haut et fort le graffiti homophobe dont ont été victimes les salarié·es de la locale de Rodez. Il assure qu'il a à cœur de protéger la santé et l'intégrité de chaque salarié·e du réseau.

👁 OpenMédia

Sans surprise, à Orléans, le déploiement d'OpenMédia dans la région test ne s'est pas fait sans stress et sans dégâts collatéraux.

[Un rapport d'enquête](#) a été rendu à la suite du Danger Grave et Imminent émis par le CSE en avril. Calendrier de mise en place très (trop) court, JT Blanc pas assez nombreux, workflow flou, pressions de la Direction autour de la réussite du projet, et incertitudes autour de l'avenir du métier de scripte sont pointés.

Des éléments connus, dénoncés par les élu·es à maintes reprises, que la Direction assure prendre en compte, tout en minimisant le stress que le sentiment d'impréparation et de précipitation peut générer.



A propos des scripts, **Romuald Rat**, chef de projet de déploiement d'OpenMédia tient à rapporter une réflexion du principal animateur : « *elles sont prêtes, mais elles ne le savent pas* » (chacun appréciera le ton paternaliste). L'accompagnement et le temps de préparation des personnels ont cependant été adaptés.

Il affirme que la bascule dans le fond, s'est bien passée à Orléans. Prochaines antennes concernées : Amiens en cours non sans douleur (31 mai) et Lille (7 juin).

👁 Des bureaux et des déménagements

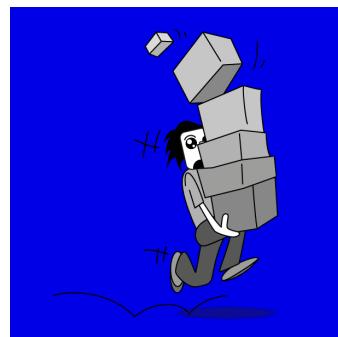
► **Le bureau de Châteauroux va déménager** : Super ! Le local actuel est sombre et mal isolé... Le nouveau est un plateau en cours d'aménagement, tout sera flambant neuf. Mais le hic est de taille : France 3 se greffe sur un petit coin du projet de France Bleu, et le local ne nous semble guère adapté à l'exercice de la télévision. Accès par une rue piétonne, pas de place de parking pour décharger le matériel mais une tolérance de la municipalité, voiture garée à 200 mètres, pas de salle de mix mais un "micro avec un support araignée". Pour aller aux toilettes - communs - ou rejoindre la "zone de chargement" - elle aussi commune - les salarié·es devront traverser les bureaux de France Bleu. Et l'on se désole ensuite que les salarié·es se détournent des BIP.

Face à la Direction qui affirmait que « *en local, il n'y a pas de sujet* », les élu·es ont invité le secrétaire des représentants du personnel... qui nous apprend que la situation est au contraire conflictuelle, au point qu'il envisage de quitter son mandat.

Les élu·es du CSE ont voté à l'unanimité un avis négatif au projet.

► **Pour la locale du Havre :** Un projet qui avait capoté une première fois. L'aménagement est prévu pour cet automne. Dans l'ensemble les salarié·es sont satisfaits. les points faibles restants sont le manque d'une cabine speak et le parking. Les élu·es ont voté un avis à ce propos.

Sud déplorent que ces manquements se retrouvent dans tous les projets de déménagement des locales.



► **En Lozère la BIP de Mende :** La Direction renonce, pour le moment, à son projet de fermeture du BIP de Mende, pour se laisser le temps d'envisager un nouveau concept pour ce bureau. Le département conserve son unique implantation de France Télévisions, même si, et c'est déplorable, aucun salarié·e n'y est affecté depuis 3 ans.

Tour de France



Comme l'année dernière, les élu·es du CSE ont adopté à l'unanimité un avis favorable à la demande de dérogation de temps de travail pour les équipes du Tour de France, notamment des salarié·es de la Fabrique envoyés sur l'opération. Les syndicats ont rappelé qu'il faudrait veiller à ne pas reproduire les couacs à la paie qui avaient entraîné l'année dernière des retards sur le virement des salaires.

Campus

Pour son grand projet immobilier, qui doit rassembler tous les salarié·es des sites parisiens autour du siège, la Direction voit tout en open-space, et surtout en flex-office, même pour ses managers. 5% seulement des bureaux seront individuels. Même le CODIR de notre PDG s'y met. D'ailleurs, il n'y aura que « *6 à 8 postes de travail pour 10 salarié·es* ».

Sur les plans que l'on nous donne en exemple, on compte plutôt 5 à 6 bureaux pour 10 salarié·es. Mais tous les salarié·es d'un service pourront revenir le même jour nous dit-on ! C'est d'ailleurs une préconisation : tout le service se retrouve sur site une fois par semaine.

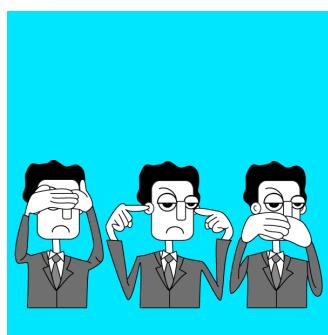
Mais où s'installeront-ils ? Dans les salles de réunions et "bulles" pour s'isoler ? Le sujet, important aux yeux des élu·es, visiblement, agace. Et c'est le retour d'une petite musique : « *Ça n'est pas un sujet* ». Ça n'est pas un sujet, mais ça soulève tout de même de nombreuses questions. D'autant plus que, là aussi, on a beau compter et recompter les plans, il manque des places assises.

On espère d'ailleurs que ces plans ne sont pas à l'échelle, parce que sinon, les salarié·es ne risquent pas d'avoir froid en hiver. Alors que l'INRS recommande 10m² de surface par salarié·e, on n'en trouve, péniblement, que la moitié... et encore, par poste de travail.



Cerise sur le gâteau : les solutions de restauration ne nous seront présentées qu'en septembre, mais tout le monde ne rentrera pas dans le self du siège, alors on évoque déjà des solutions alternatives, et notamment des "frigos connectés". Ambiance start-up et micro-ondes.

Comme entrée en matière, **Sophie Guillot** directrice du projet Tempo nous dit qu'il faut être dans le réel. Très bien, on ne demande que ça ! Malheureusement elle enchaîne avec diverses annonces :



- Pour "les 60", comprenez les 60 ETP accordés par la présidente pour le réseau, ses explications confuses sans réelles annonces, laissent les élus·es encore une fois perplexes. Il faudra encore attendre pour savoir quelles antennes en seront dotées et surtout pour quel poste.
- La priorité est mise sur la préparation du déploiement le 4 septembre afin de sécuriser la mise à l'antenne. Aux élus·es qui lui font remarquer que certains encadrants (chef de centre et rédacteur en chef) expriment leur profond doute sur la mise à l'antenne le 4 septembre, elle nous répond qu'à elle aussi les managers se confient sur leur profonde inquiétude, de quoi rester perplexe.
- Chaque antenne adaptera son offre comme elle le souhaite, il n'y a pas de modèle unique. L'éditorial sera adapté à chaque antenne. Pour exemple Bourgogne Franche Comté a ajouté son 18H30 à l'éditorial.

« *Le nombre de présentateurs on s'en fout, la priorité c'est le reportage* ». On peut lire tout l'inverse en consultant le catalogue des projets de rubrique, proposés par les groupes de travail. La plupart sont construits autour de l'info plateau avec le nouvel outil en vogue "l'écran tactile". Quelle ironie !!!

***Sud espère que Mme Ernotte, revienne à la raison,
nous sommes conscients qu'elle est la seule à pouvoir stopper ce funeste projet
pour éviter une catastrophe industrielle.***

Prochain CSE les 21 et 22 juin

Si vous avez des questions, des doléances, contactez
vos élus·es **Sud** au CSE : Nadia Adell, Romane Idres et Béatrice Mariani
ou les élus·es et représentant·es **Sud** en région.

Retrouvez les comptes-rendus et liminaires **Sud** sur notre site : <https://syndicatsudftv.fr/comite-social-economique/>



SUD Médias Télévision . syndicatsud@francetv.fr

Rejoignez nous sur notre site <https://syndicatsudftv.fr>